

Think7.org

Idées7 Canada Communiqué

Mai 2025

THINK 7
CANADA 2025 



À propos du CIGI

Le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) est un groupe de réflexion indépendant et non partisan dont les recherches évaluées par des pairs et les analyses fiables incitent les décideurs à innover. Grâce à son réseau mondial de chercheurs pluridisciplinaires et de partenariats stratégiques, le CIGI offre des solutions politiques adaptées à l'ère numérique dans le seul but d'améliorer la vie des gens du monde entier. Le CIGI, dont le siège se trouve à Waterloo, au Canada, bénéficie du soutien du gouvernement du Canada, du gouvernement de l'Ontario et de son fondateur, Jim Balsillie.

À propos d'Idées7

Idées7 (I7) est une association de groupes de réflexion constitués de membres du G7, entre autres, dont font partie des experts de différents domaines. Leur expertise est transmise aux dirigeants du G7 par le biais de rapports, d'exposés de position et de recommandations politiques afin de leur offrir des conseils et des solutions potentielles.

Cette année, I7 a sollicité des centaines d'idées politiques du monde entier, qui ont donné lieu à environ 20 mémoires finaux concernant quatre grands secteurs thématiques afin de façonner des recommandations à l'intention du G7. Ces thèmes constituent les domaines du groupe de travail ainsi que le contexte et le cadre de travail nécessaires pour relever des défis majeurs :

- Les technologies transformatrices : l'IA et les technologies quantiques
- La numérisation de l'économie mondiale
- L'environnement, l'énergie et le développement durable
- La paix et la sécurité mondiales

Les mémoires ont servi de contenu de référence pour le Communiqué d'I7 qui sera présenté à la présidence canadienne avant le Sommet du G7.

Credits

Gestionnaire de programmes Jenny Thiel
Révisseuse principale Jennifer Goyder
Révisseuse Susan Bubak
Conception graphique Sami Chouhdary

© 2025 les auteurs et contributeurs originaux.



Ce travail est publié par le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) avec l'autorisation de ses contributeurs et est autorisé en vertu d'une licence internationale non commerciale sans dérivés avec clause d'attribution 4.0 de Creative Commons (CC BY-NC-ND 4.0). Pour un exemplaire de cette licence, visitez <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>.

/ Table des matières

- 1** Préambule
- 3** Groupe de travail 1 : Les technologies transformatrices : l'IA et les technologies quantiques
- 5** Groupe de travail 2 : La numérisation de l'économie mondiale
- 8** Groupe de travail 3 : L'environnement, l'énergie et le développement durable
- 10** Groupe de travail 4 : La paix et la sécurité mondiales
- 12** Annexe : Groupes de travail et mémoires d'17

/ Préambule

La présidence du G7 par le Canada en 2025 : La gouvernance dans un monde fragmenté

En 2025, le monde est à un carrefour critique. La fragmentation géopolitique, les chocs économiques systémiques et l'accélération du changement technologique sont en train de refaçonner les contours de l'ordre international. Bien que les valeurs qui sous-tendent le système multilatéral de l'après-guerre — la démocratie, les marchés libres, les droits de la personne et la règle de droit — demeurent fondamentales, leur rayonnement mondial et leur efficacité sont confrontés à la menace réelle d'une érosion de toutes parts. Dans ce contexte, le Canada doit envisager sa fonction de direction du G7 avec sérieux, mais aussi pragmatisme, de sorte à promouvoir des intérêts communs à une époque où domine l'interdépendance, et à renforcer l'unicité des objectifs poursuivis ainsi que l'impératif de la coopération internationale.

Un panorama géopolitique changeant

Au cours des derniers mois, la sécurité mondiale et les dynamiques économiques ont été d'autant plus déstabilisées par des conflits persistants, des pratiques économiques coercitives et l'intensification de la concurrence entre les grandes puissances. L'agression continue de la Russie contre l'Ukraine s'est cristallisée en une guerre prolongée qui met à l'épreuve la solidité de l'alliance transatlantique et élargit le fossé entre le bloc de la démocratie et celui de l'autoritarisme. De la poursuite du conflit au Moyen Orient à la menace de la sécurité maritime dans le Pacifique indien, l'évolution de la situation mondiale souligne la nécessité d'une puissante dissuasion appuyée par le droit international et la coordination multilatérale.

La rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine continue d'évoluer dans les domaines économiques, technologiques et militaires, avec de profondes conséquences. Un renforcement stratégique du découplage entre ces deux puissances soulève des craintes concernant la capacité de faire progresser la coopération internationale concernant une liste croissante d'enjeux communs au niveau mondial. Face à cet écart, les coalitions régionales et les moyennes puissances deviennent naturellement plus proactives en équilibrant les intérêts nationaux et en faisant la promotion de leurs propres initiatives à des fins de coopération internationale. Bien que le rôle de ses membres respectifs puisse évoluer, la valeur du maintien de la cohésion stratégique du G7 pour catalyser et influencer les résultats sur le plan mondial demeure très élevée.

L'incertitude technologique

La rapidité et l'ampleur du changement technologique constatées ces dernières décennies ont atteint un niveau de perturbation sans précédent. Les scénarios relatifs à l'accélération de la recherche développement (R-D) sur l'automatisation de l'IA pourraient susciter des gains exponentiels à partir des capacités cognitives de l'IA ainsi que de vastes retombées. Bien que ces changements puissent produire des avantages économiques et scientifiques substantiels, ils pourraient aussi saper la cohésion sociale et soulever de nouveaux risques sur le plan mondial. L'évolution de la situation sur le plan mondial pourrait toucher tous les pays et nécessiter de nouvelles formes de coopération internationale pour être gérée avec succès.

Un rôle crucial pour le G7

Le G7 doit jouer le rôle de stabilisateur et de réformateur en donnant des directives pour traiter l'instabilité à la racine tout en innovant aussi dans de nouveaux domaines dans lesquels il voit des intérêts vitaux, y compris sur le plan mondial. Comme tant de problèmes internationaux nécessitent des solutions mondiales, les liaisons et les intérêts conjoints avec le G20 sont importants; et bien qu'ils soient actuellement difficiles, il faut tout de même leur accorder la priorité.

Les quatre groupes de travail créés pour Idées7 (I7) Canada 2025 ont produit une multitude d'idées novatrices dans les pays du G7, entre autres. Plus de 20 mémoires ont été préparés pour I7. Vous trouverez les mémoires publiés à www.think7.org/publications.

Les présidents et les co-présidents du groupe de travail d'I7 ont préparé une série de recommandations politiques sur la base des réflexions des groupes de travail, qui ont tous examiné une série de problèmes, décrits ci-dessous.

Les technologies transformatrices : l'IA et les technologies quantiques

La gouvernance des technologies transformatrices n'est plus périphérique; elle est au centre des questions liées à la souveraineté économique, à la sécurité et aux droits. L'intelligence artificielle (IA) et les technologies quantiques refaçonnent la concurrence stratégique et les panoramas réglementaires. Sans coordination, ces technologies risquent de renforcer les inégalités en habilitant le contrôle autoritaire et en érodant la confiance dans les institutions publiques. Le G7 peut favoriser la promotion de ces stratégies afin de protéger les écosystèmes technologiques, notamment l'innovation fondée sur les droits. Il s'agit, entre autres, de l'appui aux modèles d'IA ouverts et vérifiables, de la résilience des chaînes d'approvisionnement nécessaires aux technologies naissantes et des systèmes de communication visant à assurer la sécurité quantique. Le G7 peut aider à catalyser l'utilisation de normes communes, établir des ponts entre les approches réglementaires nationales et construire des mécanismes multilatéraux qui reflètent les normes démocratiques.

La numérisation de l'économie mondiale

La numérisation de l'économie mondiale s'accélère, mais la gouvernance n'a pas suivi le rythme. Les données sont actuellement le moteur du commerce, de l'innovation et des finances, mais la circulation transfrontalière des données demeure sous le joug de règles fragmentées et non uniformes. Parallèlement, la montée des actifs numériques, des cryptomonnaies stables aux instruments tokenisés, est en train de refaçonnent les systèmes financiers, de remettre en question les cadres réglementaires et de soulever des questions concernant la souveraineté, la sécurité et la protection des renseignements personnels. Le G7 peut jouer un rôle directeur dans l'établissement de principes communs pour les actifs numériques en équilibrant l'innovation par la supervision de sorte à assurer l'interopérabilité réglementaire et à combler les écarts susceptibles d'alimenter l'instabilité financière ou les fossés numériques. L'investissement dans l'infrastructure numérique résiliente, y compris les systèmes de paiement fiables, numériques sécurisés et par identification numérique, joueront un rôle essentiel dans la participation économique inclusive et responsable. Le G7 a la capacité unique de jouer un rôle directeur dans le façonnement d'un ordre numérique ancré dans les valeurs démocratiques et peut y parvenir en faisant progresser l'interopérabilité, en renforçant la supervision publique et en favorisant l'inclusion numérique sur le plan mondial.

L'environnement, l'énergie et le développement durable

Les enjeux de l'action climatique, les transitions énergétiques et le développement durable sont des impératifs interreliés. Cependant, une lacune persistante dans la mise en œuvre, tant au niveau de la réduction des émissions que des engagements financiers, demeure et menace de saper la confiance du public et la sécurité planétaire. Le G7 est confronté à un défi de taille : il doit tracer un chemin et ouvrir la

voie en offrant un soutien pertinent aux transitions énergétiques, plus particulièrement dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Les approches novatrices peuvent permettre de débloquer des fonds pour le climat, y compris de nouveaux cadres d'échange de la dette pour le climat et des mécanismes visant à mieux aligner l'importante puissance des prêts bancaires multilatéraux. Alors que les défis liés à la sécurité énergétique augmentent, les membres du G7 doivent aussi diriger l'accélération du déploiement des technologies renouvelables et protéger les chaînes d'approvisionnement. La cohérence politique sera vitale pour faire en sorte que les règles du commerce mondial, les cadres d'investissement et les objectifs environnementaux se renforcent et ne soient pas contradictoires. Il est primordial, et prioritaire, de protéger les écosystèmes naturels et d'aligner le commerce, les investissements et la finance sur les objectifs environnementaux pour assurer la résilience écologique et économique.

La paix et la sécurité mondiales

L'érosion des normes de sécurité mondiale et la montée de l'autoritarisme exige du G7 qu'il renouvelle son engagement prioritaire envers la sécurité collective et l'intégrité démocratique. En sus de son rôle de leadership dans la résolution des nombreux conflits qui font actuellement rage dans le monde, le G7 doit aussi mettre l'accent sur l'importance de la prévention des conflits. L'effondrement de l'ordre établi suite à la Guerre Froide a créé la sécurité mondiale la plus précaire depuis 1945, caractérisée par l'intensification des rivalités entre les grandes puissances et les risques croissants de conflit localisé et global. Trois tendances refaçonnent actuellement le panorama géopolitique : l'érosion d'institutions conçues pour gérer les tensions inter-étatiques, l'indivisibilité des puissances économiques et militaires dans un monde hyper-globalisé où l'infrastructure critique et les chaînes d'approvisionnement stratégiques sont utilisées comme des armes, sans oublier les retombées déstabilisatrices des rapides progrès des technologies à double usage. Pour y faire face, les États démocratiques se tournent de plus en plus vers des coalitions minilatérales agiles capables d'agir avec rapidité, légitimité et cohésion stratégique. À cet égard, le G7 occupe une position privilégiée pour démanteler les agressions, défendre les valeurs communes et promouvoir des voies vers la paix.

Conclusion : Un programme stratégique pour une époque marquée par la division

La présidence du G7 par le Canada est ancrée dans la conviction que la gouvernance doit évoluer parallèlement à la complexité. Il faut une évolution pragmatique du multilatéralisme : capable de s'adapter, plus équitable et ancrée dans les réalités de différentes sociétés. Dans tous les domaines — technologie, sécurité, économie et environnement — le G7 peut faire preuve de leadership en prenant des mesures crédibles. Il est possible d'harmoniser la prévoyance stratégique et les principes démocratiques pour établir un itinéraire de coopération qui reflète les demandes d'aujourd'hui ainsi que les aspirations des futures générations.

/ Groupe de travail 1 : Les technologies transformatrices : l'IA et les technologies quantiques

L'une des plus puissantes contributions que le G7 puisse faire à la trajectoire des technologies transformatrices est d'extraire, d'organiser et de protéger l'information qui favorise la prise de décisions, la coordination et la capacité réglementaire. Ce besoin concerne un panorama diversifié, non seulement dans des nations affichant différents degrés de préparation, mais aussi dans un nombre croissant d'initiatives multilatérales (les Nations Unies, l'Union internationale des télécommunications, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle, entre autres) qui progressent en parallèle.

Les recommandations du Groupe de travail 1 concernent un besoin commun : des mécanismes simples et faciles à mettre en œuvre qui clarifient la façon dont les technologies se développent, la manière dont les valeurs sont intégrées dans ce que l'on adopte et les endroits où la coopération affiche des lacunes.

Recommandation 1 : Construire une base de connaissances communes au G7 sur la dynamique du marché de l'IA.

Pour donner suite à la dynamique du récent Sommet sur la concurrence du G7 organisé par l'Italian Competition Authority (AGCM), le G7 doit développer une fondation commune pour contrôler la dynamique du marché de l'IA de sorte à favoriser les efforts de supervision individuels tout en permettant aux autorités de comparer des notes, de partager des perspectives et d'identifier plus efficacement les tendances structurelles.

Le G7 peut promouvoir une concurrence plus juste et plus uniforme en renforçant le fondement analytique de son travail continu sur les marchés numériques. Bien que le G7 organise régulièrement des sommets sur la concurrence, la structure des écosystèmes d'IA de sources ouvertes et fermées change constamment de manières complexes et variées, notamment par des regroupements horizontaux de développeurs de modèle, de nouvelles dépendances concernant l'accès informatique et nuagique, des arrangements de distribution exclusive et même des schémas de mobilité des talents qui déterminent qui peut construire des systèmes frontaliers. Ces dynamiques échappent souvent aux modèles de rapport traditionnels; c'est pourquoi une autorité unique a de la difficulté à en faire le suivi intégral.

En construisant cette base de connaissances commune, on équiperait les autorités du G7 de la capacité d'appliquer ces règles plus équitablement et plus uniformément, de réduire les tensions juridictionnelles et de veiller à ce que les mesures exécutives soient ancrées dans une compréhension plus complète et à jour de l'écosystème de l'IA. Ce fondement analytique peut renforcer l'adoption mondiale de l'IA en veillant à ce que les modèles publics et privés suivent des pratiques cohérentes, comme un octroi de licence ouvert, de la documentation claire et des limites transparentes.

Recommandation 2 : Établir un groupe de contact du G7 chargé de coordonner les chaînes d'approvisionnement quantiques.

Il faut que le G7 établisse un groupe de points de contact quantiques sur le modèle du groupe des points de contact sur les semi-conducteurs du G7 pour faciliter l'échange structuré d'information, coordonner la cartographie des interdépendances des chaînes d'approvisionnement et promouvoir le partage des références et des indicateurs qui orientent l'action collective.

Le G7 peut favoriser le progrès et améliorer sa compétitivité collective concernant les technologies quantiques en rendant les processus fragmentés des chaînes d'approvisionnement plus coordonnés et plus exploitables. Un nombre croissant d'accords quantiques bilatéraux, conclus tant au sein du G7 qu'avec des partenaires externes, ont généré de précieuses connaissances pointues concernant les besoins des chaînes d'approvisionnement, qui demeurent tout de même cloisonnées, incohérentes et difficiles à comparer entre les administrations. Cette fragmentation limite la capacité de cerner les goulots d'étranglement courants, d'aligner les investissements stratégiques ou de développer des réponses cohérentes aux vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement.

En créant une voie consacrée à la coordination, le G7 pourrait réduire la duplication, améliorer sa visibilité dans les points d'étranglement critiques et permettre des alignements politiques et des investissements plus ciblés de sorte à promouvoir tant la compétitivité des États membres individuels que la position stratégique collective du G7 dans un domaine à l'évolution rapide.

Recommandation 3 : Établir un observatoire du G7 pour faire le suivi du degré de préparation à la sécurité quantique.

Il faut que le G7 crée un observatoire pour une transition assurant la sécurité quantique afin de promouvoir la coordination des mesures prises pour atténuer les risques liés aux technologies quantiques, faire le suivi de la mise en œuvre, étalonner les efforts nationaux et identifier les écarts entre les administrations. Cette mesure pourrait aussi servir de fondement pour développer un code de conduite volontaire sur la sécurité quantique en énonçant les attentes communes, en orientant l'interopérabilité et en facilitant l'harmonisation des normes en prévision du règlement formel.

Le G7 peut jouer un rôle charnière dans l'amélioration de la résilience cryptographique et dans l'accélération de la transition mondiale vers la sécurité quantique grâce à des observatoires. Alors que les risques quantiques associés aux attaques habilitées par l'IA contre la cybersécurité se font de plus en plus pressants, les efforts consentis pour adopter une cryptographie sécuritaire sur le plan quantique demeurent fragmentés par la diversité des délais nationaux, des projets pilotes propres à des secteurs et des processus normatifs parallèles. Sans coordination, les pays risquent de progresser à différentes vitesses en dupliquant le travail et en laissant des vulnérabilités dans l'infrastructure critique commune.

Un observatoire pour une transition assurant la sécurité quantique favoriserait le suivi et la visibilité commune des progrès nationaux en mettant au jour les écarts qui empêchent la préparation collective. En intégrant la visibilité commune dans les horaires, les risques et les degrés de préparation, le G7 peut réduire la fragmentation, accélérer la convergence concernant les normes assurant la sécurité quantique et renforcer la cybersécurité collective en prévision de la maturité quantique.

/ Groupe de travail 2 : La numérisation de l'économie mondiale

La numérisation refaçonne les fondements de l'économie mondiale en redéfinissant les systèmes monétaires, en perturbant les modes de production et d'échange traditionnels et en faisant des données un actif stratégique dans les relations politiques nationales et internationales. Alors que les infrastructures numériques servent de plus en plus de rails au commerce, à la gouvernance et à la vie civique, le besoin de cadres de gouvernance numériques cohérents, inclusifs et fondés sur des valeurs est devenu urgent.

Le groupe de travail 2 a examiné comment les pays du G7 peuvent naviguer et façonner l'accélération de la transformation de l'économie mondiale en vue de promouvoir la résilience, la confiance et l'équité.

Il s'est concentré sur trois domaines politiques critiques :

- la géopolitique de la gouvernance des données et la tension entre la localisation des données et la circulation transfrontalière des données;
- la fracture de l'économie mondiale et la montée de la souveraineté technologique et de la régionalisation;
- l'avenir des systèmes monétaires et financiers à l'ère des actifs numériques et de l'IA.

Grâce aux contributions d'une série de divers érudits, on a pu mettre au jour d'importants défis, notamment la fragmentation de la gouvernance numérique, l'érosion de la confiance du public vis-à-vis des systèmes numériques et le risque d'un renforcement de l'exclusion numérique. Cependant, on a aussi pu ainsi mettre en lumière la position unique du G7 pour fournir un leadership fondé sur des principes afin de façonner une économie numérique inclusive, responsable et interopérable.

Le groupe de travail propose trois recommandations avant-gardistes pour favoriser les efforts du G7 dans l'édification d'un ordre numérique adapté aux défis mondiaux tout en demeurant aligné sur les valeurs

démocratiques du G7. Ces recommandations soulignent la nécessité de promouvoir l'interopérabilité technique et réglementaire, de renforcer la supervision démocratique et le leadership du secteur public et d'accélérer l'inclusion numérique mondiale par un renforcement ciblé des capacités et le développement de l'écosystème.

Recommandation 1 : Promouvoir l'interopérabilité et les normes communes dans les domaines économiques numériques prioritaires du G7, comme les données transfrontalières ainsi que les actifs et les monnaies numériques.

La fragmentation du domaine numérique, marquée par la divergence réglementaire, des incompatibilités normatives et des cloisonnements juridictionnels, sape la promesse d'une innovation inclusive. La prolifération des approches non coordonnées de la gouvernance des données, des paiements numériques et du langage réglementaire a entraîné une réduction de l'interopérabilité, un alourdissement des fardeaux associés à la conformité et un affaiblissement de la coopération transfrontalière. Le G7 doit répondre à cette fragmentation numérique croissante en jouant un rôle directeur dans l'intégration de l'interopérabilité dans les principes de gouvernance en reconnaissant la nécessité d'une pluralité normative tout en assurant une cohésion technique fondamentale.

L'17 (Groupe de travail 2) recommande que le G7 favorise le développement et la mise en œuvre de normes communes souples et de moyens institutionnels visant à faciliter l'inter-exploitation entre les domaines critiques de l'économie numérique, notamment la gouvernance transfrontalière des données, les actifs et les monnaies numériques et les systèmes réglementaires lisibles par machine.

À cette fin, les principales mesures suivantes sont proposées :

- Former un groupe de travail multilatéral dirigé par le G7 pour uniformiser les efforts continus des organismes chargés de fixer les normes techniques, notamment la Banque des règlements internationaux, le Fonds monétaire international, le Conseil de stabilité financière, l'Union internationale des télécommunications et la Banque mondiale, concernant les monnaies numériques, les actifs symboliques et les systèmes de paiement transfrontalier. Cette initiative favoriserait l'interopérabilité de la circulation transfrontalière des données et des finances numériques tout en préservant la souveraineté monétaire.
- Promouvoir un consensus du G7 concernant la gouvernance transfrontalière des données en proposant des cadres de reconnaissance mutuelle et des normes d'amélioration de la résidence, plus particulièrement pour des raisons de sécurité, de protection des renseignements personnels et d'accès légal. Ce travail doit être ancré dans la libre circulation des données assortie de principes de confiance et offrir des modèles adaptables susceptibles de convenir également aux pays extérieurs au G7.
- Favoriser la création d'un groupe de travail sur l'innovation réglementaire du G7 afin de faciliter le déploiement des règles sous forme de code. Cela accélérerait la convergence du langage réglementaire entre les administrations et rendrait possible un concept politique souple, transparent et interopérable.

Recommandation 2 : Promouvoir la supervision démocratique et le leadership du secteur public dans l'économie numérique et l'infrastructure pour tous.

La confiance est la pierre angulaire d'une économie numérique fonctionnelle. Cependant, dans toutes les sociétés du G7 et au-delà, la confiance accordée aux systèmes et aux institutions numériques est en train de s'éroder en raison de pratiques opaques de gestion des données, de la dominance incontrôlée des plateformes, des vulnérabilités de la cybersécurité et de l'absence de supervision démocratique efficace. Ce manque de confiance affaiblit la légitimité de la transformation numérique et pose des risques systémiques à la cohésion sociale et à l'adoption de l'innovation.

Pour renverser cette tendance, le G7 doit prendre la tête de la gouvernance numérique axée sur les citoyens en réaffirmant le rôle du secteur public en tant que modèleur commercial actif, qui va au-delà de la simple réglementation. Les institutions publiques doivent assurer l'intendance des infrastructures et des écosystèmes numériques de sorte à mettre la transparence, la reddition de comptes et la valeur publique au centre.

L'I7 recommande que le G7 fasse la promotion d'une infrastructure ouverte, inclusive et démocratique en prenant les mesures suivantes :

- Mandater l'utilisation de modèles d'infrastructure ouverts, interopérables et décentralisés qui favorisent les organismes de collecte des données individuels et réduisent au maximum la concentration du contrôle. Pour ce faire, il faut notamment soutenir des architectures comme Solid, le Decentralized Social Networking Protocol (protocole du réseautage social décentralisé) et des initiatives similaires qui font la promotion de la circulation des données fondée sur le consentement et axée sur l'utilisateur.
- Institutionnaliser des mécanismes de supervision démocratique en établissant un conseil de la gouvernance numérique du G7 composé de représentants pluri-intervenants, notamment des membres de la société civile, des experts techniques et des législateurs indépendants. Cet organisme servirait de forum pour appuyer des organismes de supervision réglementaire indépendants dans les États membres et les habiliter par des initiatives comme la recommandation de mécanismes de protection et la promotion de pratiques exemplaires concernant la gouvernance technologique dans l'intérêt du public.
- Tirer parti des outils stratégiques d'investissement et d'approvisionnement publics pour façonner les économies numériques conformément aux objectifs inclusifs et aux valeurs sociétales.

En s'engageant envers ces mesures, le G7 signalera un tournant décisif vers une économie numérique enracinée dans la confiance du public et la légitimité démocratique. Les institutions publiques doivent non seulement protéger les citoyens des préjudices numériques, mais aussi créer proactivement les conditions nécessaires à l'innovation inclusive, à la participation pluraliste et à l'habilitation des citoyens à l'ère du numérique.

Recommandation 3 : Tirer parti de l'inclusion numérique mondiale grâce au renforcement ciblé de la capacité et au développement de l'écosystème sectoriel et régional.

L'économie numérique mondiale se caractérise actuellement par le fait que de grands segments de la population mondiale ne bénéficient pas de ses avantages. En dépit de l'adoption croissante du numérique, d'importantes disparités persistent concernant l'accès aux infrastructures, le degré de préparation institutionnel et la maturité de l'écosystème, plus particulièrement dans les économies en développement, les secteurs sous-desservis et les communautés marginalisées. Ces disparités risquent d'ancrer une inégalité systémique, d'affaiblir l'interopérabilité mondiale et de saper les objectifs de développement communs.

Le G7 a l'occasion stratégique de diriger un effort mondial coordonné visant à combler ces écarts, non seulement en faisant la promotion de l'accès au numérique, mais aussi en habilitant la capacité institutionnelle, l'agilité réglementaire et les écosystèmes novateurs inclusifs dans divers contextes régionaux et sectoriels.

L'I7 recommande que le G7 fasse de l'inclusion numérique un pilier de son programme numérique international en prenant les mesures suivantes :

- Lancer des initiatives ciblées de partenariat de renforcement des capacités qui associent une aide légale, technique et institutionnelle afin d'aider les pays à développer des régimes de gouvernance numériques transparents, sécuritaires et axés sur le développement. Ces partenariats pourraient inclure la coopération avec des institutions régionales et des organisations internationales adaptées à des réalités locales.

- Faciliter la participation inclusive aux initiatives numériques alignées sur le G7 en faisant la promotion de cadres participatifs progressifs facultatifs qui permettent aux pays, aux gouvernements sous-nationaux et aux plus petites institutions de participer à l'établissement des normes et à des dialogues sur la gouvernance en fonction du degré de préparation et des besoins. Ces mécanismes devraient éviter les ordonnances uniques et favoriser l'intégration modulaire aux systèmes mondiaux.

En favorisant l'inclusion numérique non seulement par l'accès, mais aussi par l'habilitation de la gouvernance et le développement de l'écosystème, le G7 peut veiller à ce que la transformation numérique serve les objectifs plus vastes de l'équité économique, de la participation démocratique et de la coopération mondiale.

/ Groupe de travail 3 : L'environnement, l'énergie et le développement durable

L'environnement, l'énergie et le développement durable ont été constamment mis de l'avant dans les communiqués du G7, et le changement climatique et l'énergie ont été traités de façon intégrée. Bien que les thèmes de la sécurité énergétique, de l'abordabilité et de la compétitivité soient devenus particulièrement évidents dans le contexte mondial actuel, il est essentiel que le G7 remédie à ces impératifs dans une perspective large qui tient compte des répercussions du changement climatique sur la sécurité mondiale, notamment des répercussions des phénomènes météorologiques extrêmes sur les systèmes énergétiques, ainsi que des avantages de l'énergie renouvelable pour davantage de sécurité énergétique et d'abordabilité.

Concernant ces thèmes, le G7 doit adopter une approche qui tente de renforcer le multilatéralisme et la coopération internationale de sorte à respecter ses engagements envers les pays du Sud fondés sur les principes de la justice climatique visant à remédier aux vulnérabilités communes, tout en soulignant aussi qu'il n'y a pas de place pour les investissements intelligents et stratégiques entre les pays du Sud et ceux du Nord. Si le G7 ne respecte pas ses engagements, il risque non seulement de perdre sa crédibilité auprès des pays du Sud, mais aussi de mettre en danger la prospérité et le bien-être mondiaux. Une approche qui permet à une sous-série du G7 d'étayer des affirmations dans ce domaine est préférable à un dénominateur commun inférieur.

En même temps, la protection des écosystèmes naturels est aussi essentielle pour la stabilité à long terme, vu que la moitié du PIB mondial dépend de la nature. Le G7 doit faire progresser le commerce, les investissements et les réformes financières qui alignent la croissance économique sur la résilience environnementale. Grâce à des mesures coordonnées et à des investissements stratégiques, le G7 peut renforcer son leadership et assurer la stabilité et la viabilité de l'économie mondiale.

Recommandation 1 : Renforcer la sécurité énergétique et remédier au changement climatique grâce à une approche intégrée.

Le renforcement de la sécurité énergétique grâce à l'expansion des énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique, à la réforme des subventions octroyées aux carburants fossiles et à la protection des chaînes d'approvisionnement critiques réduira la volatilité et maintiendra la compétitivité économique. Simplement par la taille de leurs marchés, les pays du G7 assurent leur propre sécurité énergétique en développant des technologies pour les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique, et favorisent aussi le progrès technologique et la réduction des coûts qui contribuent à la sécurité énergétique des pays en développement.

À cet égard, les mesures suivantes sont proposées :

- Assurer des systèmes énergétiques divers et résilients, réaffirmer et faire fructifier l'engagement du G7 de tripler sa capacité en énergies renouvelables et de doubler son efficacité énergétique d'ici à 2030.
- Réitérer l'engagement envers l'élimination des subventions octroyées aux carburants fossiles inefficaces en 2025. En ce qui concerne les autres subventions aux combustibles fossiles, s'engager à développer des plans d'action nationaux à des fins de réforme dans l'année qui suit.
- Améliorer l'accès aux minéraux critiques nécessaires pour l'énergie propre en diversifiant les chaînes d'approvisionnement, en renforçant les partenariats internationaux afin d'assurer un accès juste et équitable et en faisant progresser l'innovation technologique pour rendre la production efficace. Il s'agit, entre autres, de promouvoir les modèles de recyclage et d'économie circulaire, de favoriser la collaboration entre les secteurs public et privé et d'assurer une extraction durable alignée sur des normes environnementales et sociales élevées. Réduire la dépendance envers les sources limitées de minéraux critiques en soutenant la R-D concernant de nouveaux matériaux et processus.
- Reconnaître le potentiel d'intégration de l'IA dans les systèmes d'énergies renouvelables comme une occasion de transformation susceptible d'optimiser les grilles énergétiques et de rehausser l'efficacité énergétique en gérant de façon dynamique l'offre et la demande d'électricité. Établir des protocoles normalisés pour la collecte, l'entreposage et le partage des données sur l'énergie, y compris la consommation, et créer des normes communes pour l'application de l'IA dans les infrastructures énergétiques critiques.
- Reconnaître que la moitié du PIB mondial dépend de la nature et que la sécurité humaine dépend d'une relation harmonieuse avec la nature en s'engageant à mettre fin à la perte de la biodiversité et à la renverser d'ici à 2030 et à mettre rapidement en œuvre dans son intégralité le Cadre mondial de Kunming-Montréal pour la biodiversité.

Recommandation 2 : Améliorer l'accès au financement pour le développement durable et remédier à la crise de la dette mondiale.

Il est essentiel d'obtenir les fonds nécessaires aux pays en développement pour assurer la sécurité énergétique, le déploiement des énergies propres et l'acquisition de la résilience face au changement climatique. La réconciliation de la stabilité financière et de la résilience climatique est particulièrement urgente pour la sécurité mondiale. Nombre de pays en développement sont pris au « piège de la dette climatique », qui fait que leurs emprunts visant à remédier à des catastrophes climatiques plus fréquentes aggravent leur situation déjà précaire à cause de leur dette, et réduisent d'autant plus leur capacité d'investir dans la résilience climatique.

À cet égard, les mesures suivantes sont proposées :

- Soutenir les instruments financiers novateurs de transition énergétique accessibles aux économies en développement, y compris les marges de crédit vertes et les mécanismes de partage des risques, comme ceux utilisés dans le cadre des partenariats de transition énergétique juste (Just Energy Transition Partnerships) et du mécanisme de transition énergétique (Energy Transition Mechanism). Faire en sorte que les banques de développement multilatéral soutiennent activement ces initiatives.
- Jouer un rôle décisif dans la stabilisation de la crise de la dette mondiale en assurant la coordination avec le G20 et les institutions financières internationales pour aider les pays en développement à construire des économies résilientes sur le plan climatique, notamment grâce à des crédits croisés en devises axés sur l'élimination de la dette en vue de la résilience.

Recommandation 3 : Faire progresser la décarbonisation industrielle, le commerce durable et l'investissement.

Le G7 peut diriger de nouveaux modèles de commerce et d'investissement collaboratifs qui respectent la souveraineté et l'indépendance technologique tout en assurant aussi la résilience de la chaîne d'approvisionnement et en favorisant la décarbonisation. En même temps, les gouvernements ont besoin d'espace politique pour promouvoir l'investissement dans les technologies faibles en carbone; or cet espace est actuellement limité par des dispositions sur les différends entre les investisseurs et les États incluses aux traités d'investissement.

À cet égard, les mesures suivantes sont proposées :

- Favoriser les relations commerciales résilientes fondées sur des partenariats sur les énergies propres mutuellement avantageux en coordonnant des stratégies d'investissement afin de réduire au maximum la compétition pour les minéraux critiques et, à la place, de promouvoir la coopération qui diversifie les sources, rehausse la résilience des chaînes d'approvisionnement et attire les investissements privés.
- Favoriser la décarbonisation industrielle en établissant des normes de reddition de comptes harmonisées ou interopérables fondées sur les produits en vue de la mesure du carbone afin de réduire les frictions commerciales susceptibles de surgir lors de la mise en œuvre des mécanismes d'ajustements de carbone à la frontière sans cadre d'interopérabilité pour les autres systèmes nationaux de mesure des émissions.
- Accélérer l'adoption des énergies renouvelables en éliminant les tarifs sur les technologies d'énergies renouvelables et en normalisant les règlements techniques pour faciliter le transfert technologique et accélérer le processus douanier pour les chaînes d'approvisionnement critiques.
- Continuer de mettre en œuvre le partenariat mondial pour l'infrastructure et l'investissement du G7 et, ce faisant, promouvoir des normes environnementales, sociales et de gouvernance élevées en intégrant la résilience climatique dans la prise de décisions gouvernementale.
- Réformer les traités d'investissement pour en éliminer les dispositions sur les différends entre les investisseurs et les États, protéger la souveraineté et améliorer l'espace politique afin de promouvoir l'investissement dans les industries faibles en carbone.

/ Groupe de travail 4 : La paix et la sécurité mondiales

L'effondrement de l'ordre établi suite à la Guerre Froide fait que la communauté internationale est confrontée à la plus grande menace à la paix et la sécurité mondiales depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Alors que les tensions s'accroissent entre les grandes puissances et qu'une boîte de Pandore de facteurs de stress susceptibles de susciter des conflits sur les plans national et sous-national s'ouvre brusquement, le risque que de multiples petites guerres éclatent augmente et, surtout, la possibilité d'une guerre entre les grandes puissances n'est plus unimaginable. Sur cet arrière-plan, des États responsables s'emploient, d'une part, à mieux comprendre les tendances qui façonneront le prochain panorama géopolitique et, d'autre part, à se positionner tant pour protéger leur propre sécurité que pour promouvoir des moyens viables de favoriser la paix.

Trois tendances sont particulièrement dignes de mention :

- l'effondrement de l'architecture de l'après-guerre qui a été conçue pour réguler les tensions entre les États par des dialogues, des règles et des normes institutionnels formels;
- l'indivisibilité des puissances économiques et militaires dans le monde hyper-globalisé d'aujourd'hui, où des infrastructures, des réseaux et des chaînes d'approvisionnement critiques sont répandues dans le monde et des États clés ont saisi les points d'étranglement stratégiques essentiels à la sécurité et

à la prospérité du monde démocratique (semi-conducteurs, minéraux critiques, éléments de terres rares et ainsi de suite);

- la course mondiale à la technologie alimentée par le rythme effréné des progrès époustouflants des technologies à double usage suscite l'effondrement de l'ordre économique mondial.

Afin de protéger leurs intérêts dans ce monde plus turbulent, les États-Unis et leurs partenaires démocratiques se tournent vers des groupes minilatéraux plus agiles capables de faire progresser leurs intérêts communs par une collaboration conditionnelle active entre des États capables. En tant que groupe minilatéral constitué de membres (et de partenaires) démocratiques qui, ensemble, détiennent le pouvoir économique, militaire et technologique essentiel à la prévention de la guerre (en étant capable de la gagner), le G7 n'a jamais été aussi nécessaire ni aussi pertinent pour la paix et la sécurité mondiales.

Recommandation 1 : Établir un fonds de récupération et de reconstruction renouvelable et autofinancé pour l'Ukraine en fonction du modèle du Plan Marshall.

L'I7 recommande les mesures suivantes :

- Tirer parti de l'expertise en gestion et en investissement du secteur privé et du G7 pour favoriser la reconstruction et la sécurité, et positionner l'Ukraine en vue de la réussite à long terme.
- Accorder la priorité à la durabilité par l'innovation de l'IA, la numérisation et l'extraction et l'utilisation responsables des ressources.

Recommandation 2 : S'engager à renforcer les liens Europe-Atlantique et Inde-Pacifique.

À cet égard, les mesures suivantes sont proposées :

- Régulariser les arrangements du G7 et d'autres pays pour accroître l'utilisation collective et responsable de la puissance économique et militaire.
- Protéger notre infrastructure critique respective et collective, nos itinéraires commerciaux/militaires, la technologie et les chaînes d'approvisionnement.

Recommandation 3 : Faire progresser la prévention du conflit mondial en établissant des processus pour que le G7 synergise et partage les données libres générées par des systèmes habilités par l'IA pour améliorer l'alerte rapide des conflits naissants conformément aux normes générales et réglementaires nationales et internationales existantes.

Ces processus favoriseraient les efforts axés sur les mesures suivantes :

- Cerner les facteurs de conflit préalables (que les gouvernements nationaux doivent analyser) et éclairer les options de réponse nationale/collective potentielles.
- Accélérer les mesures du G7 visant à développer des outils de prochaine génération fondés sur l'IA sécuritaires et responsables essentiels pour notre sécurité militaire et économique et primordiaux pour affronter nos concurrents stratégiques.
- Veiller à ce que le leadership sur les normes techniques soit conforme aux principes démocratiques.

Recommandation 4 : S'engager à diriger le développement responsable de systèmes d'armes autonomes habilités par l'IA.

Cette mesure doit tenir compte de ce qui suit :

- Mettre en œuvre un système à deux vitesses de niveaux autonomes pour soutenir le rôle central du G7 dans l'établissement des normes relatives à l'utilisation de systèmes d'armes autonomes conformes au droit international qui complètent les mécanismes existants si nécessaire.

/ Annexe : Groupes de travail et mémoires d'I7

Coordonnateur d'I7, Paul Samson, président, CIGI

Groupe de travail 1 : Les technologies transformatrices : l'IA et les technologies quantiques

Présidente, Tracey Forrest, directrice de la recherche, Technologies transformatrices, CIGI

Co-présidente, Hodan Omaar, gestionnaire principal de la politique, Center for Data Innovation

Co-président, Toby Simon, fondateur et président, Synergia Foundation

Co-présidente, Eleni Diamanti, directrice de recherche, Laboratoire LIP6, Centre nationale de la recherche scientifique, Université de la Sorbonne

Co-président, Giacomo Persi Paoli, chef, Programme sur la sécurité et la technologie, Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement

Mémoires

A G7 Strategy for AI Competition and Consumer Rights

Jess Rapson, Bipin Kumar, Courtney Radsch, Suryansh Mehta et Johanna Barop

Enabling an Open-Source AI Ecosystem as a Building Block for Public AI

Katarzyna Odrozek, Vidisha Mishra, Anshul Pachouri et Arnav Nigam

Enabling Quantum Technology Cooperation: A Strategic Priority for the G7 Ecosystem in the Global Race

Tina Dekker, Lisa Lambert et Florian Martin-Bariteau

Accelerating the Transition to Quantum-Safe Communication: A Call for Global Collaboration and Action

Ludovic Perret et Grégoire Ribordy

International AI Governance Framework: The Importance of G7-G20 Synergy

Syed Munir Khasru (auteur principal), Gbenga Sesan, Alison Gillwald et Siphamandla Zondi

Groupe de travail 2 : La numérisation de l'économie mondiale

Président, S. Yash Kalash, directeur de la recherche, Économie numérique, CIGI

Co-présidente, Marjorie Buchser, consultante agréée, Programme sur la société numérique, Chatham House

Co-présidente, Ananya Kumar, sous-directrice, Future of Money, GeoEconomics Center, Atlantic Council

Co-président, Peter Morgan, économiste consultant principal et conseiller du doyen, Asian Development Bank Institute

Mémoires

Rules as Code for a More Transparent and Efficient Global Economy

Jess Rapson, Patrick A. McLaughlin, Meng Weng Wong, Jason Morris, Richard Pope, Matti Schneider, Tejas Sinha et Vitor Tomaz

Realizing Data Free Flow with Trust: Strategies for Turbulent Times

Ethel Hui Yan Tan

Innovating Digital Infrastructure: G7 Champions Data Agency
Christian Kastrop, Jeb Bell, Sarah Nicole, Vidisha Mishra et Mateo Rodriguez

Responsible Digital Transformation for a G7-Led Global Payment System
Rafael Morales-Guzman et Ori Freiman

Tech and Data Governance: Cross-Border Compliance Challenges and Strategy
Syed Munir Khasru (auteur principal) et Stephanie Diepeveen

G7-Led International Financial Framework for Digital Governance
Daniel Nagy, Jascha Stein, Mei Lin Fung, Alicia Garcia-Herrero, Patrizia Bussoli et Tamara Singh

Groupe de travail 3 : L'environnement, l'énergie et le développement durable

Présidente, Patricia Fuller, présidente et PDG, Institut international sur le développement durable
Co-président, Sébastien Treyer, directeur exécutif, Institut du développement durable et des relations internationales

Co-présidente, Shehnaaz Moosa, directrice, Climate and Development Knowledge Network

Co-président, Fabby Tumiwa, directrice exécutive, Institute for Essential Services Reform

Co-présidente, Izabella Teixeira, ancienne ministre de l'environnement du Brésil; co-présidente du comité international des ressources du programme de l'ONU sur l'environnement (CIR/PNUÉ); membre du conseil consultatif de haut niveau du DAES-NU

Mémoires

SDG 7 and Renewable Energy Innovations: The Road Ahead for Green Growth and Sustainable Trade, and Energy Security

Syed Munir Khasru (auteur principal), Bambang Brodjonegoro, Riad Meddeb, Hans Olav Ibrekk et Michael Weisberg

Addressing Debt Distress in Developing Countries – A Blueprint for Debt-for-Climate-Resilience Swaps

Claire Peraldi Decitre (auteur principal), Sima Kammourieh, Saundharaya Khanna, Amaan Habibulla et Salvatore Serravalle

Securing the Future: Climate Change and Energy Security Risks and the G7's Role

Adeel Kadri, Janani Vivekananda et Naoyuki Okano

G7 Leadership on Interoperable CBAMs: The US-EU TTC Negotiating Model

Brock Burton, Jen Carson, Andrew Forth, Kaveh Guilanpou et Jason Ye

Ending the Era of Investor-State Dispute Settlement

Kyla Tienhaara, Rachel Thrasher et Kevin P. Gallagher

Groupe de travail 4 : La paix et la sécurité mondiales

Présidente, Raquel Garbers, cadre supérieure invitée, CIGI

Co-président, Jonathan Berkshire Miller, agrégé supérieur et directeur des affaires étrangères, Défense nationale et Sécurité nationale, Macdonald-Laurier Institute

Co-président, Justin Bassi, directeur exécutif, Australian Strategic Policy Institute

Co-présidente, Sophie Arts, agrégée, German Marshall Fund of the United States, Geostrategy North

Co-président, Stefan Mair, directeur, German Institute for International and Security Affairs

Co-président, Tomonori Yoshizaki, professeur, Tokyo University of Foreign Studies

Mémoires

The G7's Contribution to Maritime Security in the Indo-Pacific

Francesca Maremonti, Riccardo Alcaro et Aurelio Insisa

AI and Global Security: From Early Warning to AI-Assisted Diplomacy

Leonardo De Agostini et Michele Giovanardi

Advancing Ukraine's Reconstruction through G7 Leadership: Launching a G7 Fund for Ukraine's Recovery

Tinatini Akhvediani

A Coordinated Tier System for Autonomous Weapon Systems

Harsh Sharma, Kevin Kasa, Chloé Currie, Julia Messina-Pacheco, Louis-Alexandre Fournier, Matthew Taylor et Pahul Singh

